

Un espion à Saigon tombé dans l'oubli 1967- 1972

La guerre du Viet Nam des années 60-70 a laissé beaucoup de souvenirs des deux côtés. Certains de ces faits racontés plus tard ont donné une image étonnante de cette période, et personne n'a oublié les hauts faits de l'un des reporters estimés du magazine américain Time qui s'est révélé être l'un des meilleurs espions du Nord en activité au Sud, en réalité un officier des services secrets nordistes. Par ailleurs, des espions de tous bords ont sévi dans les deux parties du Viet Nam. Le présent récit concerne un Français, agent des Soviétiques par pure avidité financière.

Nous sommes en Juillet 1972. La presse annonce le rappel définitif en URSS de 3 membres de l'ambassade soviétique à Paris, MM Sokolov, Nesterov, et Slioutchenko ; bénéficiant de l'immunité diplomatique, ils n'avaient pas pu être inquiétés. La raison de ce rappel ? Manipulation d'un Français résidant au Sud-Vietnam au profit du camp communiste.

En 1967, à Saigon, nombre de coopérants occidentaux d'origine française, américaine, allemande, australienne etc ., travaillaient au Vietnam-Sud. La coopération la plus appréciée des Vietnamiens du Sud était l'assistance médicale (2). Il y avait à ce moment-là de nombreux coopérants français, dans des secteurs tels l'éducation et la santé. L'un d'eux était un jeune médecin français, marié, ayant un enfant. D'après la DST (Direction de la Surveillance du Territoire, service français de contre-espionnage opérant sur le seul territoire français, au contraire de la DGSE, anciennement SDECE, qui opère à l'extérieur) qui procéda plus tard à son arrestation en France, il avait été contacté puis recruté peu avant par le Viêt Kông. De fil en aiguille, il avait remis des médicaments puis progressivement des renseignements politiques et militaires.

Le KGB l'ayant remarqué et apprécié, ce coopérant que nous appellerons Daniel - car l'affaire s'est soldée judiciairement par un non-lieu - effectua un premier stage de formation d'agent secret en 1967 à Moscou, y arrivant via New Delhi où il avait reçu un visa sur feuille volante afin de ne pas laisser de trace sur son passeport. Apprentissage classique : photographie, codes, courrier discret etc. L'agent s'avérant efficace fit des séjours complémentaires en URSS, via Vienne en 1968 et Helsinki en 1969, toujours avec des visas sur feuille volante. Dès son activité pour le compte des Soviétiques, il reçut de l'argent, preuve que ses renseignements étaient valables ; en effet et traditionnellement, les services secrets soviétiques de l'époque étaient pingres, jouant sur la motivation des « lendemains qui chantent » de la part de ses agents. Seulement, Daniel n'était pas communiste : il agissait simplement pour l'argent. Il fut néanmoins mal payé au total.

L'avantage de Daniel était de fréquenter des hauts responsables sud-vietnamiens civils et militaires, qu'il invitait régulièrement à des réceptions qu'il organisait dans sa résidence saïgonnaise. La remise des renseignements se faisait tout simplement via un faux malade qui se présentait à son cabinet médical le jour d'après, quand il s'agissait de renseignements classiques. Pour les renseignements particulièrement importants, il envoyait des lettres comportant un message au carbone blanc, envoyées à une adresse particulière à Singapour. Les documents tombés en la possession de l'agent étaient également photographiés avec un appareil photographique de qualité, acheté sur ordre. On ne pouvait soupçonner ce courrier envoyé à Singapour, ce pays nouvellement créé en 1965 par sécession de la fédération malaise ayant une attitude pro-occidentale à cette époque. Parmi ces renseignements politico-militaires particulièrement importants figura, entre autres, le contenu du carnet personnel de travail du colonel sud-vietnamien chef adjoint des opérations spéciales oublié un jour sur un des canapés de chez Daniel. Comme le nota le journaliste Thierry Wholton (1), « ce fut un festival » pour Daniel ce jour-là.

Moscou ayant évalué l'apport de cet agent décida qu'à partir de 1970, les contacts physiques se feraient à Paris, lors des vacances annuelles du médecin-coopérant, afin d'éviter les voyages.

En France, La DST organisait classiquement des filatures du personnel de l'ambassade soviétique à Paris. Elle finit par tomber sur un de ces contacts, le 8 juillet 1971, au cours duquel elle avait remarqué que Sokolov conversait dans un café de Neuilly, la banlieue proche et chic de Paris, avec un inconnu, ce dernier remettant des documents au Soviétique. Ce fut un jeu d'enfant de connaître l'identité de cet inconnu via le contrôle de la plaque d'immatriculation ; c'était Daniel. La DST ouvrit un dossier « Daniel » et attendit la suite, dans la bonne tradition de tout service de sécurité gouvernemental qui se respecte.

Cette suite arriva l'an d'après, en juillet 1972, à Paris, lors des vacances traditionnelles du coopérant. Une erreur des Soviétiques – il y en eut un certain nombre de leur part dans cette affaire - fut de fixer rendez-vous au Français dans le même café, qui fut discrètement cerné par la DST. Sokolov en vacances à Moscou était remplacé pour ce rendez-vous par le 3^e secrétaire d'ambassade, Vladimir Nesterov, accompagné par Gueorgui Slioutchenko qui assurait sa protection éloignée.

Les lois d'un pays démocratique voulant que l'on ne peut rien reprocher à qui que ce soit sans preuve, les agents de la DST attendirent patiemment le moment où Daniel remit une enveloppe à Nesterov pour ceinturer les 2 hommes. Slioutchenko, voyant de loin la mauvaise tournure des événements, prit la fuite.

Daniel craqua et avoua tout: son recrutement, ses stages de formation, les contacts, l'argent reçu. Peu de jours après, les 2 Soviétiques étaient rappelés en URSS, protégés par leur immunité diplomatique, tandis que le gouvernement français faisait savoir qu'il ne souhaitait pas revoir en France Sokolov, qui ne revint effectivement pas à Paris.

Lors de l'instruction du procès, sur la question du juge d'instruction leur demandant la nature des dommages causés, les ministères français de la Défense et des Affaires Etrangères indiquèrent que les agissements de Daniel n'avaient pas nui aux intérêts français, manière polie de dire que pour des raisons diverses, ces ministères ne voulaient pas trop de remous. L'affaire se conclut effectivement par un non-lieu au tribunal, en dépit du fait que Daniel avait eu des connivences avec des agents d'une puissance étrangère, ce qui est toujours un délit particulièrement grave en droit français.

On peut se demander pourquoi c'était les Soviétiques qui manipulaient Daniel et non les communistes vietnamiens : c'est qu'à partir de 1968, les pourparlers de Paris entre les belligérants du conflit avaient déjà commencé, et la flotte des chalutiers-espions soviétiques au large des côtes thaïlandaises, vietnamiennes, et philippines renseignaient le Viêt Cong et les Nordistes sur les vols de bombardements aériens effectués par les B-52. Les renseignements de Daniel incluaient possiblement des points relatifs à ces aspects. Par ailleurs, la France étant le pays-hôte de la conférence de Paris qui allait s'achever en janvier 1973 ne tenait probablement pas trop à des remous.

Et Daniel ? Pour ses renseignements, il a avoué avoir reçu durant 5 ans un total de 20000 dollars de l'époque. Mensuellement l'équivalent du tiers du salaire de base d'un lieutenant-colonel américain, en 1968, durant 5 ans. Les Soviétiques étaient effectivement chiches. Car ce fut finalement bien peu payé pour Daniel, qui de nos jours coule probablement des jours tranquilles en France ou ailleurs, au soir de sa vie.

GNCD



(1): Le KGB en France - Thierry Wholton - Editions Grasset,- 1985